

H-France Review Vol. 8 (June 2008), No. 93

Marianne Thivend, ed. *Apprentissage et formations techniques et professionnelles de filles et de garçons, XIXe-XXe siècles*, Cahiers Pierre Léon n° 6, Université Lyon 2, 2005, 102 p. ISBN 10-295-1955-456.

Compte rendu par Marc Suteau, GETI, Université de Nantes.

L'éducation est en France un domaine où se croisent souvent, et depuis des décennies, des sociologues et des historiens. De plus, sur ces questions, un intérêt plus spécifique s'est manifesté pour l'enseignement technique à partir des années 1980. Il traduisait une préoccupation assez nouvelle de mettre en relation des titres scolaires avec des postes sur le marché du travail (c'est de cette époque que date la création de la revue Formation-Emploi).

Le numéro 6 des Cahiers Pierre Léon (Université Lyon 2), intitulé *Apprentissage et formations techniques et professionnelles des filles et des garçons, XIXe-XXe siècles*, porte la marque de ces caractéristiques et de ces centres d'intérêt, auxquels on ajoutera dans le cas de ce volume un autre point commun : une perspective féministe. Six textes, réunis par Marianne Thivend, reprennent ici les communications d'une journée qui s'est tenue à Lyon en mai 2004, dans le cadre du Larhra (Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes). Ils sont l'œuvre de trois sociologues et de trois historiens, de trois chercheurs et de trois chercheuses. Sans être toujours complètement aboutis, ces textes permettent de se faire une idée intéressante des recherches en cours dans ces différents domaines en France. Le numéro se décompose en deux parties, la première consacrée à l'histoire des formations, la seconde à la façon dont les jeunes, et en particulier les femmes, gèrent leur passage dans ces cours ainsi que la manière dont ils négocient leur insertion sur le marché du travail.

L'article qui ouvre le numéro, signé Sylvie Schweitzer, rappelle à juste titre comment l'histoire de l'enseignement technique féminin en France s'est longtemps cantonnée à ne voir que l'Etat comme créateur des filières mises en place, que ce soit à l'initiative du ministère de l'Instruction publique avec les écoles primaires supérieures (EPS) ou du ministère du Commerce et de l'industrie avec les écoles pratiques de commerce et d'industrie (EPCI), respectivement créées en 1833 et 1892. C'est oublier que les villes, les chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers, des associations philanthropiques, mais aussi les écoles privées confessionnelles, ont œuvré à leur manière à des réalisations originales. A partir de la littérature disponible, elle relève aussi que cette invisibilité des formations féminines est restée longtemps d'autant plus grande que l'histoire du travail leur laissait peu de place, les formations des femmes étant alors nécessairement perçues comme une préparation aux travaux familiaux. Pourtant, à la lumière des travaux qui figurent dans ce numéro, dont elle présente les résultats à grands traits, une évidence s'impose : les formations professionnelles sont d'abord destinées aux hommes, les femmes ne représentant jamais plus de 30 % des effectifs.

Les textes de Marianne Thivend et de Fabrice Flore-Thébault, qui s'appuient sur un dépouillement d'archives, creusent certaines des pistes suggérées par Sylvie Schweitzer. Etudiant le cas lyonnais, Marianne Thivend montre en effet dans quelle mesure l'offre de formation locale est riche et ne s'adresse pas qu'aux garçons. Elle recense ainsi 267 établissements privés de formation technique ou professionnelle déclarés à la mairie de Lyon entre 1912 et 1972 qui, pour une écrasante majorité, visent un public féminin (à côté des cours qui préparent spécifiquement aux métiers féminins de l'industrie textile ou du secteur médical, près de deux tiers des établissements concernent les formations tertiaires, majoritairement féminines). A partir d'un examen des contenus de cours, elle établit que les formations privées visent bien à former des travailleuses et pas seulement, comme cela figure sur certaines

plaquettes de présentation des écoles d'enseignement ménager, des « anges du foyer ». Elle remarque également que l'objectif du diplôme n'est pas absent, loin s'en faut, des préoccupations des créateurs de ces cours (même si l'obtention d'un titre n'est pas systématique et s'apparente souvent à un diplôme « maison », à côté du certificat d'aptitude professionnelle (CAP), qui devient de plus en plus convoité). Pour autant, ces formations sont bien moins dotées que les cours de garçons et ne perçoivent pas en particulier de financement public via la taxe d'apprentissage (payée par les entreprises à partir de 1925, celle-ci doit permettre d'assurer le financement des cours professionnels rendus obligatoires par la loi Astier de 1919 pour tous les jeunes de 13 à 18 ans employés dans le commerce et l'industrie). Cela ne les empêche pas de continuer à exister, y compris après 1945, alors que l'Etat participe de manière beaucoup plus importante à l'organisation de l'enseignement technique, par l'intermédiaire des centres d'apprentissage. Au final, Marianne Thivend invite à une nouvelle perception de l'évolution de l'enseignement technique féminin, dont l'existence est bien antérieure à l'« officialisation » de l'arrivée des femmes sur le marché du travail, dans les années 1960.

La communication de Fabrice Flore-Thébault, qui porte sur l'apprentissage artisanal dans le Rhône, met en lumière ces cours méconnus, organisés sous l'égide des chambres de métiers, dans les espaces de formation laissés inoccupés par les grandes entreprises ou l'Etat. Il en rappelle la genèse, dans l'entre-deux guerres, puis le développement dans les années 1950 (avec un effectif compris entre 3 000 et 4 500 apprentis dans le Rhône), alors même que se déroule conjointement la « scolarisation des apprentissages », autrement dit la prise en charge par l'Etat et son administration scolaire de la formation des ouvriers et employés du commerce et de l'industrie. L'exemple est particulièrement intéressant, en ce sens qu'il donne à voir deux visions de ce que doit être la formation : professionnelle, sous le contrôle des artisans qui cherchent à défendre leur autonomie, ou polyvalente, sous le contrôle de l'Etat qui mise sur des acquisitions de savoirs plus abstraits et en réduisant le temps passé à l'atelier. Evidemment, il existe des points de contacts entre ces deux modes de formation, qui sont autant d'occasions d'infléchissements ou d'évolutions plus durables. Par exemple, Flore-Thébault remarque que les apprentis se rangent progressivement aux appellations de métiers contenues dans les intitulés de diplômes, quand leurs patrons demeurent soucieux d'une définition large de leur activité au moment de leur inscription au registre des métiers ou du commerce (p. 50). La suite du texte, qui s'appuie sur un matériau original (500 contrats d'apprentissage), rappelle que les formations ne sont évidemment pas mixtes (il n'y a pas de femmes dans le bâtiment ou la métallurgie alors qu'une relative mixité existe dans les secteurs du textile et de la coiffure), mais relève aussi des points plus originaux, comme la plus grande variété de l'offre scolaire en ville (qui conduit certains apprentis à alterner passage en centre d'apprentissage et formation à l'atelier), ou encore la relation plus stable entre les maîtres d'apprentissage et les apprentis à la campagne qu'en ville, repérable au taux plus faible d'abandons (1/4 à la campagne contre 2/5 en ville).

La question que pose Gilles Moreau est celle des formes récentes d'adhésion à l'apprentissage (depuis les années 1990). Dans un contexte assez différent des périodes évoquées précédemment, avec un accroissement des effectifs apprentis (360 000 apprentis en 2002 contre 150 000 en 1974), il montre comment ces jeunes construisent leur rapport à l'apprentissage. Ecartant les hypothèses du retour de la tradition, d'une rationalité économique des apprentis (qui verraient dans ces formations une meilleure garantie contre le chômage) ou encore d'une efficacité des campagnes de promotion visant à redynamiser l'apprentissage, Gilles Moreau avance l'idée que l'explication principale de ce renouveau est à chercher dans l'histoire scolaire et sociale de ces jeunes apprentis, en distinguant le cas des filles et des garçons. Son développement peut alors se résumer comme suit : 1) Alors même que le temps à l'école ne cesse de progresser, et que la figure du travailleur jeune devient de plus en plus marginale, des apprentis trouvent dans leur famille les conditions d'une pré-socialisation à l'apprentissage. Cette forme d'adhésion, relativement ancienne, concerne aussi bien les garçons que les filles, même si les artisans envoient plus volontiers leurs filles à l'école qu'en apprentissage. 2) Le recours à l'apprentissage s'ancre dans une espèce d'anti-intellectualisme populaire, très fréquent chez les garçons d'origine rurale, qui préfèrent la pratique à la théorie. Pour eux, la formation sur le terrain permet plus que l'école de gagner

en maturité, d'être en phase avec la réalité du monde du travail, le temps scolaire étant perçu comme celui de l'insouciance ou des contraintes sans lien avec la « vraie vie ». 3) Gilles Moreau identifie une troisième forme d'adhésion à l'apprentissage, sans doute l'idée la plus originale de son texte : il serait recherché par les garçons et les filles en raison de l'autonomie financière qu'il autorise en même temps qu'il offrirait la possibilité de rester de plain-pied dans leur génération. Majoritairement d'origine populaire, les garçons trouveraient là un moyen de rendre compatibles vie au travail et sorties juvéniles (comme leurs camarades lycéens, inscrits comme eux dans une société de consommation) et les filles la possibilité de préparer à l'écart de leur famille leur future vie conjugale (en économisant une partie de leur rémunération pour des projets futurs, comme l'acquisition du logement). Illustrées par des extraits d'entretien, ces propositions nuancent fortement l'idée selon laquelle les apprentis se définiraient strictement contre les autres jeunes de leur génération, composant en fait, au vu de la nouvelle donne qui est la leur (celle d'un refus de l'école alors que la scolarisation de la jeunesse ne cesse de croître), avec leurs caractéristiques de classe et de sexe.

Dans ce contexte de renouveau de l'apprentissage, rappelé par Gilles Moreau, Prisca Kergoat s'intéresse au cas particulier des entreprises publiques qui organisent en leur sein une formation par apprentissage. Elle montre que, du recrutement à l'évaluation finale des apprentis, les entreprises mettent en œuvre des modes d'évaluation qui privilégient désormais l'expérience, les compétences « naturelles » des candidats, au détriment de l'acquisition de savoirs sanctionnés par des épreuves théoriques et un diplôme. Les observations qu'elle a pu faire des opérations de sélection, les entretiens qu'elle a conduits auprès des formateurs dans la seconde moitié des années 1990 sont sans équivoque : dans le traitement des filles en particulier, les questions techniques sont secondaires alors que leur sens de la présentation, du service, de la discrétion, est au contraire hautement valorisé. Cette évolution des modes d'évaluation a son revers : à la différence des garçons, qui continuent à être évalués sur des données techniques, sur leur sens de l'analyse, de l'observation et de la déduction (p. 81), les filles disposent de moins de possibilités de promotion sur leur poste. Pourtant, même si Prisca Kergoat s'inquiète d'une tendance à « naturaliser » les différences de sexe, elle indique que ces apprenties ne sont pas sans ressources et qu'elles déploient des stratégies de résistance. Elle dégage ainsi la figure du « caméléon savant », autrement dit la mise en œuvre par les jeunes femmes de stratégies défensives qui visent, par une adhésion feinte aux valeurs et contraintes de l'entreprise, à augmenter leurs chances d'être embauchées à la fin de leur formation.

Dernière communication livrée dans ce volume, l'enquête de Philippe Alonzo sur l'intégration des femmes dans les emplois industriels présente un cas limite. Dans un contexte de pénurie relative de main-d'œuvre masculine qualifiée, il examine en effet comment trois grosses entreprises d'une ville de l'Ouest de la France ont pu, avec le soutien des pouvoirs publics, faire appel à la fin des années 1990 aux femmes pour occuper des postes de soudeur, d'électricien, de monteur, en les formant sur le tas en trois mois, et en projetant de les intégrer dans des collectifs de travail masculins. Présentée à l'époque par la presse comme une « révolution culturelle » dans l'évolution de la mixité au travail, cette opération fait ici l'objet d'un bilan évidemment beaucoup plus contrasté. Philippe Alonzo relève d'abord en quoi cette mesure a été très limitée dans le temps, le retour à des perspectives d'emploi plus sombres entraînant immédiatement l'arrêt du recrutement des femmes. Deuxièmement, alors même que le dispositif prévoyait de leur assurer un emploi stable, elles sont nombreuses à ne décrocher qu'un contrat précaire qui rend difficile leur intégration à l'entreprise, celle-ci privilégiant d'ailleurs leur polyvalence et renforçant l'idée qu'elles ne constituent qu'une main-d'œuvre d'ajustement, travaillant à côté des hommes et peu avec eux. Troisièmement, la conception que les entreprises se font de la formation est instructive : se refusant à délivrer un titre au terme de la formation qu'elles organisent (« en deux mois, on n'emmène pas des gens au métier de tuyauteur qui est très qualifié », p. 93), les entreprises pratiquent des distinctions dans le traitement salarial des femmes selon qu'elles ont postulé avec ou sans le baccalauréat (l'indice de rémunération de ces dernières est plus faible). Contre toute attente dans ce cadre particulier, c'est une manière de reconnaître l'autonomie d'une instance de formation extérieure à l'entreprise.

Au final, ce petit volume éclaire de manière intéressante des dimensions méconnues du monde du travail aussi bien que de l'enseignement technique et professionnel au cours du XXe siècle. On pourra regretter ici que les auteurs discutent peu de leurs méthodes et résultats respectifs, et que l'ensemble apparaisse assez composite. Mais le projet de cet ouvrage était d'abord de réunir des chercheurs partageant un même objet (l'enseignement technique) et une même perspective (le traitement différencié des sexes à l'école et au travail). La participation du MAGE (Marché du Travail et Genre en Europe), seul groupe de recherche français du CNRS centré sur la question du genre, à l'organisation de la journée dont ce numéro est issu, est un autre indice de cette volonté de rendre visibles ce type de recherches.

LISTE DES CONTRIBUTIONS

Sylvie Schweitzer, « La non-mixité des formations professionnelles ou la triple cécité »

Marianne Thivend, « Les formations techniques et professionnelles de filles. Le cas lyonnais aux XIXe et XXe siècles »

Fabrice Flore-Thébault, « Les apprenti-e-s dans le Rhône, 1950-1960 »

Gilles Moreau, « Le travail plutôt que l'école. Les formes masculines et féminines d'adhésion à l'apprentissage en entreprise »

Prisca Kergoat, « Le « Savoir-être » des apprenti-e-s »

Philippe Alonzo, « Trois entreprises face à l'intégration des femmes dans les emplois industriels. Le cas de Saint-Nazaire »

Marc Suteau
GETI, Université de Nantes
marc.suteau@univ-nantes.fr

Copyright © 2008 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and its location on the H-France website. No republication or distribution by print media will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the [Editor-in-Chief of H-France](#). ISSN 1553-9172